Elections législatives des 23 et 30 juin 1968 **3e Circonscription de l'Ardèche**

Union pour la Défense de la République

(U.D. 5e République — Républicains Indépendants)

ALBERT LIOGIER

Suppléant éventuel : **Jean ROURE**

Mes chers Amis,

Avec stupeur, les Français ont vu se dresser le spectre de la guerre civile. Le Général de Gaulle et son gouvernement ont été le seul rempart à pouvoir s'opposer au déferlement de la violence. Le devoir de tout français, et plus encore de tout homme public responsable des vies de ses concitoyens, était de faire front derrière ce gouvernement, représentant la légalité en face de la subversion. **EN VOTANT LA MOTION DE CENSURE, UN CERTAIN NOMBRE DE DÉPUTÉS,** ceux du parti communiste, de la fédération des gauches, quelques centristes **DONT NOTRE DÉPUTÉ SORTANT, ONT TENTÉ DE RENVERSER CE GOUVERNEMENT.** Leur geste les déconsidère dans l'esprit de tout homme de bon sens, car **PERSONNE N'A A GAGNER A CE QUE DANS NOS VILLES, DANS NOS VILLAGES, AU SEIN MÊME DE NOS FAMILLES, SE DÉCLENCHENT LES PIRES INSTINCTS** dont nous savons trop que notre espèce est capable, ce qui n'aurait pas manqué de se produire si la motion de censure avait été votée. Et il s'en est fallu de onze voix !

QUAND LES VALEURS QUI FONT NOTRE RAISON DE VIVRE, LES LIBERTÉS QUI NOUS SONT CHÈRES, NOS EXISTENCES MÊMES ET CELLES DE NOS ENFANTS, NOS BIENS SE TROUVENT MENACÉS, LES PETITES RANCŒURS, PARFOIS JUSTIFIÉES, DOIVENT S'EFFACER. On a trop souvent dans les derniers jours, opposé les catégories sociales, et en particulier les salariés aux travailleurs indépendants alors que leurs destins sont liés. **SEUL UN GOUVERNEMENT ASSURÉ DE LA STABILITÉ EST CAPABLE DE JUGULER L'INFLATION DANS LAQUELLE SE PERDRAIENT LES CONQUÊTES SOCIALES dont bénéficie notamment le monde du travail. Nous sommes tous français, et tous solidaires. NOTRE DRAPEAU NE SAURAIT ÊTRE LE DRAPEAU ROUGE, ENCORE MOINS LE DRAPEAU NOIR. IL EST ET IL DEMEURE LE DRAPEAU TRICOLORE,** le drapeau de la France, celui pour lequel, il n'y a pas très longtemps, on se faisait encore tuer. Il s'agit de **RÉALISER L'UNION NATIONALE la plus large possible pour préparer ensemble, dans le calme et la dignité, l'avenir, et non le compromettre dans des luttes intestines, destructrices et meurtrières.**

LE PÉRIL, UN INSTANT CONJURÉ, EST LOIN D'ÊTRE ÉCARTÉ. Après les élections vont se poser les vrais problèmes. La crise politique qui vient de se produire est le symptôme d'un malaise de la civilisation, lequel d'ailleurs n'affecte pas seulement notre pays. Il est hors de doute que si **DES RÉFORMES PROFONDES ONT DÉJA ÉTÉ ENTREPRISES, D'AUTRES PEUT-ÊTRE PLUS URGENTES, DOIVENT L'ÊTRE ENCORE.** Il faudra promouvoir les institutions que réclame la société de demain. Mais le monde moderne est trop complexe pour que de tels buts puissent être atteints par des procédés expéditifs. Seuls quelques fous, quelques désespérés ou quelques asociaux peuvent encore le prétendre et le croire à l'heure où le parti communiste est lui-même dépassé par des éléments extrémistes, incontrôlables et incontrôlés.

LES ÉVÉNEMENTS QUE NOUS VENONS DE VIVRE DANS L'ANGOISSE SONT UNE LEÇON POUR TOUS et les choses ne peuvent plus être ce qu'elles étaient. Nous avions d'un côté le Pouvoir, un peu trop solidement campé derrière ses équipes de technocrates, de l'autre les Français qui lui faisaient confiance, mais avec des réserves allant jusqu'à l'obstruction quand ce pouvoir ne se trouvait pas sérieusement mis en cause. Aujourd'hui, si les Français ont compris qu'il était trop dangereux de « jouer à la petite guerre »,

le gouvernement de son côté doit comprendre la nécessité d'assouplir ses procédures, de tenir compte des réalités qui sont les nôtres, et savoir, avec les conséquences qui en découlent, qu'il est fort dans la mesure où il tire sa force des forces vives de la nation. **EN CE QUI NOUS CONCERNE, SI NOUS MAINTENONS TOUTE NOTRE FIDÉLITÉ AU GENERAL DE GAULLE, SAUVEUR DE LA PATRIE EN DÉTRESSE, NOUS DÉSIRONS TOUS LE DIALOGUE, AUSSI OUVERT QUE POSSIBLE.** Pendant le mois de troubles que nous venons de subir ce sont les paysans, les artisans, les commerçants, les dirigeants et travailleurs des petites et moyennes entreprises de nos régions qui ont su préserver le pays de l'asphyxie. Pour la plupart ils se trouvent, en raison des événements, en face de difficultés presque insurmontables. Il faut les aider et, en particulier, les faire bénéficier d'une amnistie fiscale générale. Ces catégories sociales, qui ont évité la faillite à notre pays, désirent être entendues car elles ont eu l'impression qu'on cherchait à les éliminer. Sans elles, la troisième circonscription de l'Ardèche deviendrait un désert. La France et son gouvernement ont besoin de leur concours mais d'une manière permanente, et pas seulement en période de crise.

IL FAUT PRÉPARER L'AVENIR, MAIS DANS LA PAIX CIVILE ET LA SÉCURITÉ, au sein d'institutions libres, permettant à chaque catégorie de citoyens, et à toutes les régions, **MÊME LES PLUS DÉFAVORISÉES TROP SOUVENT OUBLIÉES DANS LE CONCERT,** de s'exprimer. Plus que jamais **il importe de rester maître de soi et de respecter l'autre.** C'est sur ces valeurs que se fonde notre Civilisation. Leur oubli a failli nous précipiter dans l'abîme, et ce risque demeure. Le mandat de député que je sollicite n'est pas une sinécure que l'on accorde à l'homme sympathique du moment. C'est aujourd'hui **UNE LOURDE RESPONSABILITÉ.** Il faut donc choisir pour le remplir un homme politique éprouvé, sur la solidité duquel aucun doute ne soit possible afin que, l'heure des choix graves venue, **IL SOIT IMPENSABLE QU'IL TRAHISSE LES INTENTIONS PROFONDES DE CEUX QUI L'ONT ÉLU.**

En face de ces impératifs tous les griefs doivent céder.

Seul investi par l'Union des Démocrates pour la 5e République et par le Groupe des Républicains Indépendants, je représente seul aussi, sur notre circonscription, l'ensemble de la majorité fidèle à la fois au Général de Gaulle et au gouvernement légal de la République, cette majorité qui, lors du scrutin historique autant que dramatique du 22 Mai 1968, a su, en refusant en bloc de voter la motion de censure, dire NON à la violence et à la révolution.

C'est pourquoi, en faisant appel à vos suffrages, je sollicite le périlleux et exaltant honneur de vous représenter à l'Assemblée Nationale.

Le 23 Juin, sur le nom d'Albert LIOGIER, vous direz :

NON **à la subversion,**

OUI **au Général de Gaulle, à la République et à la France.**

Albert LIOGIER

Suppléant éventuel : **Jean ROURE**

Vu, le Candidat.

Imp. LIENHART et Cie, 07-Aubenas